



**RAPPORT D'ACTIVITES
AU 31 DECEMBRE 2022
CBI MALI**



SOMMAIRE

Pages

RESUME DU RAPPORT	2
<u>PARTIE I- CONJONCTURE ECONOMIQUE</u>	3
I.1 Environnement mondial	3
I.2 Environnement dans la zone UEMOA	4
I.3 Environnement national	5
I.4 Faits marquants	6
<u>PARTIE II- ANALYSE DES ACTIVITES</u>	7
II.1 Réseau	7
II.2 Fonds de commerce	7
II.3 Opérations avec la Clientèle	8
II.3.1 Ressources Clientèle	8
II.3.2 Emplois Clientèle	8
II.3.3 Engagements de Hors-Bilan	9
II.4 Opérations de Trésorerie	10
II.4.1 Ressources de Trésorerie	10
II.4.2 Emplois de Trésorerie	10
II.5 Résultat Net	11
<u>PARTIE III- RATIOS PRUDENTIELS & RATIOS DE GESTION</u>	12
III.1 Ratios Prudentiels	12
ANNEXES	13
Annexe 1 : Le Bilan ACTIF	14
Annexe 2 : Le Bilan PASSIF	15
Annexe 3 : Le Hors Bilan	16
Annexe 4 : Le résultat net	17



RESUME DU RAPPORT

L'année 2022, a été l'une des plus difficiles pour le Mali avec un premier semestre marqué par l'instauration de sanctions économiques, financières et diplomatiques contre le pays le 09 janvier 2022 à l'issue du double sommet des chefs d'état de l'UEMOA et de la CEDEAO. Un dialogue constructif instauré avec la CEDEAO, a permis la levée des sanctions en début juillet 2022. Cette levée des sanctions fait suite aux avancées réalisées par les autorités maliennes sur les points de divergences, notamment un chronogramme de sortie de la transition.

À l'instar des autres pays du monde, la Covid-19 perdure au Mali, mais baisse de plus en plus d'intensité, grâce, notamment, à la poursuite de la vaccination et aux mesures d'endiguement adoptées par les autorités nationales. La pandémie de la Covid-19 a entraîné au 31 décembre 2022, 32 770¹ cas positifs, 31 950 personnes guéries et 743 décès depuis les premiers cas déclarés en mars 2020.

Au niveau sécuritaire, la montée en puissance de l'armée avec l'acquisition d'engins et d'équipements militaires ont permis de faire baisser le nombre d'attaques djihadistes.

Sur le plan Politique, le gouvernement a mis en place un organe de gestion pour la préparation des élections générales prévues courant 2024.

Les sanctions économiques et financières ont fait peser sur le Mali des pertes de recettes fiscales et douanières sur l'année 2022. Cette situation a engendré, selon le FMI une contraction du PNB qui passerait de 3,1% en 2021 à 2,5% en fin 2022.

Au niveau financier, le marché bancaire malien se compose de quatorze (14) banques et quatre (4) établissements financiers à caractère bancaire au 30 septembre pour un total bilan de 6 673 milliards de FCFA selon les données de l'APBEF.

Nonobstant ces épreuves, CBI Mali a connu des résultats appréciables, ce qui témoigne de sa capacité de résilience, de la confiance des clients et des partenaires stratégiques.

Le fonds de commerce a continué sa progression s'établissant ainsi à 25 106 clients en fin 2022 contre 20 684 en décembre 2021. Le stock de comptes s'est accru de 4 966 unités sur l'exercice pour se fixer à 27 569 comptes contre 22 603 comptes en fin décembre 2021.

Les ressources mobilisées auprès de la clientèle sont léger recul de 1,3% (-2,3 milliards de FCFA) pour se fixer à 166,2 milliards de FCFA contre 169,5 milliards de FCFA un an plus tôt.

Les crédits octroyés à la clientèle connaissent une augmentation de 32,0% (+43,4 milliards de FCFA). Les emplois clientèle net de provisions ressortent à 179,0 milliards de FCFA contre 135,7 milliards au 31 décembre 2021.

Le Résultat Net affiche une croissance de 145 millions de FCFA à 6,2 milliards de FCFA contre 6,1 milliards de FCFA en 2021.

L'évolution des indicateurs d'activité a permis au total bilan de croître de 53,5 milliards de FCFA pour atteindre 377,6 milliards de FCFA contre 324,1 milliards FCFA en 2020. Les fonds propres effectifs se sont accrus de 18,1% passant de 18,6 milliards de FCFA en 2021 à 22,0 milliards de FCFA au terme de l'exercice 2022.

¹ Situation du Ministère Malien de la Santé au 31 décembre 2022 ;



PARTIE I - CONJONCTURE ECONOMIQUE

L'économie mondiale traverse des turbulences difficiles à négocier. L'inflation, qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la persistance de la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les perspectives. La normalisation des politiques monétaires et budgétaires, qui avaient apporté un soutien sans précédent pendant la pandémie, freine la demande en cette période où les décideurs sont soucieux de ramener l'inflation aux niveaux cibles.

I.1 Environnement mondial²

L'activité économique mondiale subit un ralentissement généralisé et plus marqué qu'attendu, avec une inflation qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. La crise du coût de la vie, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les effets persistants de la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les perspectives.

Selon les prévisions, **l'inflation mondiale bondira de 4,7 % en 2021 à 8,8 % en 2022**, avant de diminuer à **6,5 % en 2023**. Le niveau de l'inflation dans les pays avancés a le plus souvent été plus élevée qu'attendu, alors que l'on constate une plus grande variabilité dans les pays émergents et les pays en développement.

Entre inflation et incertitudes, le FMI incite les pays à continuer de s'employer à rétablir la stabilité des prix et la politique budgétaire doit s'attacher à atténuer les pressions sur le coût de la vie, tout en maintenant une orientation suffisamment restrictive alignée avec la politique monétaire. Des réformes structurelles peuvent apporter un soutien supplémentaire à la lutte contre l'inflation en améliorant la productivité et en atténuant les problèmes d'approvisionnement tandis qu'une coopération multilatérale efficace est nécessaire pour accélérer la transition vers les énergies vertes et éviter la fragmentation. Toutefois, le FMI précise que « des risques de détérioration plus élevés que d'habitude continuent de peser sur les perspectives. Les autorités monétaires pourraient faire fausse route dans leurs stratégies de réduction de l'inflation ».

La croissance mondiale devrait ralentir **de 6,0 % en 2021 à 3,2 % en 2022 et 2,7 % en 2023**. Il s'agit du profil de croissance le plus morose depuis 2001, si l'on excepte la crise financière mondiale et le pic de la pandémie de COVID-19. Ces bouleversements de l'activité économique mondiale devraient avoir des impacts négatifs sur la croissance des différentes zones économiques.

La croissance des économies avancées devrait passer de 5,2% en 2021 à 2,4% en 2022. Elle devrait continuer à se tasser pour s'établir à 1,1% en 2023.

Dans les économies des marchés émergents et en développement, la croissance devrait également chuter de 6,6% en 2021 à 3,7% en 2022 et rester stable en 2023.

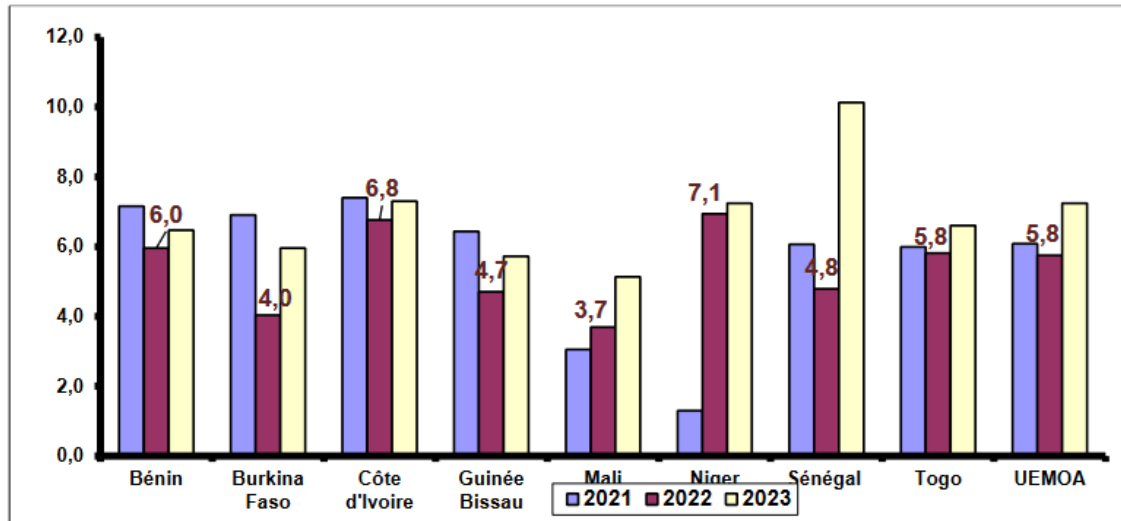
La croissance en Afrique subsaharienne devrait ralentir, passant de 4,7% en 2021 à 3,2% en 2022, avec un niveau estimé pour 2023 à 3,7%.

² Fonds monétaire international | Perspectives de l'Economie Mondiale- Octobre 2022



I.2 Environnement dans la zone UEMOA³

Les estimations de croissance pour l'année 2022 indiquent une progression de l'activité économique de l'Union de 5,8%, contre 6,1% en 2021. Cette croissance est en lien avec la bonne tenue de tous les secteurs. Par pays, le taux de croissance en 2022 se présenterait comme suit :



Source : Commission UEMOA, Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2022.

Taux de croissance économique dans l'UEMOA

En 2023, un taux de croissance de 7,2% est attendu, sous l'hypothèse de la poursuite de la relance après la crise sanitaire et la fin rapide de la crise ukrainienne.

Relativement à l'inflation, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est ressorti en hausse de 3,0% au cours du troisième trimestre de l'année 2022, en variation trimestrielle. Cette évolution du niveau général des prix, mesuré par l'IHPC global, s'est traduite, en glissement annuel, par une nette progression de 8,0%. Toutes les composantes de l'IHPC ont affiché des évolutions de prix à la hausse en variation trimestrielle, à l'exception notable de la composante « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-0,8%).

³ Note de Conjoncture Economique Régionale dans L'UEMOA, 3e trimestre 2022, décembre 2022 ;



I.3 Environnement national⁴

Au plan politique, le premier semestre a été marqué par l'instauration de sanctions économiques, financières et diplomatiques contre le Mali le 09 janvier 2022 à l'issue du double sommet des chefs d'état de l'UEMOA et de la CEDEAO. Un dialogue constructif instauré avec la CEDEAO, a permis la levée des sanctions contre le Mali en début juillet 2022. Cette levée des sanctions fait suite aux avancées réalisées par les autorités maliennes sur les points de divergences, notamment un chronogramme de sortie de la transition.

A l'instar des autres pays du monde, la Covid-19 perdure aussi au Mali, mais baisse de plus en plus d'intensité, grâce, notamment, à la poursuite de la vaccination et aux mesures d'endiguement, relativement allégées, adoptées par les autorités nationales.

Les perspectives économiques nationales se sont dégradées en raison des conséquences des sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali durant la période du 09 janvier au 03 juillet 2022 et celles liées au conflit en Ukraine, occasionnant d'énormes perturbations dans le fonctionnement de l'économie entraînant une chute de l'activité et une hausse des prix.

Les sanctions économiques et financières cumulées à la crise multidimensionnelle que connaît le pays depuis 2012, ont mis à mal l'économie. Le Mali a accumulé des arriérés de paiement de dettes, évalués à FCFA 236,1 milliards sur les Bons et Obligations émis par le Trésor et d'autres impayés sur la Banque Mondiale, le FMI et la dette intérieure.

La croissance économique en 2022 ressortirait en contraction à 2,5% contre 3,1% en 2021, selon le FMI et devrait s'accélérer pour atteindre 5,3% en 2023. Cette croissance serait davantage impulsée par les efforts du Gouvernement dans le soutien aux secteurs productifs malgré un contexte socio-économique et politique difficile.

En dépit des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la réduction des taxes sur certains produits de première nécessité et la subvention d'autres, le niveau général des prix, mesuré par le taux d'inflation moyen devrait se situer en moyenne à 6% en 2022 avant de se contenir dans la norme communautaire de 3% en 2023.


L'adoption de la loi des Finances 2023, en décembre 2022, fait ressortir les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2023 à 2 199,9 milliards de FCFA contre 1 982,4 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 217,5 milliards de FCFA imputable à l'augmentation de la prévision des recettes du budget général.

Les prévisions de dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2023 s'élèveront, à 2 895,9 milliards de FCFA contre 2 647 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une hausse de 248,9 milliards de FCFA. Le budget d'Etat 2023 présenterait un déficit budgétaire global de 696 milliards de FCFA contre 664,6 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022.

⁴ Loi des Finances 2023, Ministère de l'Economie et des Finances, Janvier 2023 ;



I.4 Faits marquants

	Environnement économique
Janvier-22	<ul style="list-style-type: none">▪ Sanctions diplomatiques, économiques et financières de la CEDEAO▪ Expulsion de l'ambassadeur de France au Mali
Mars -22	<ul style="list-style-type: none">▪ Maintien de sanctions diplomatiques, économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA suite au sommet du 25 mars 2022
Avril -22	<ul style="list-style-type: none">▪ Arrêt des opérations de la BAD, de la Banque Mondiale et de l'AFD
Juin-22	<ul style="list-style-type: none">▪ Maintien de sanctions diplomatiques, économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA suite au sommet du 04 juin 2022▪ Promulgation de la nouvelle Loi Electorale▪ Mise en place d'une commission pour la rédaction d'une nouvelle constitution▪ Prolongation d'un an du mandat de la MINUSMA.▪ Signature du Décret de prorogation de la Transition de deux ans▪ Lancement des activités d'une société d'assurance Islamique TAKAFUL Mali▪ Lancement Site web COBA.
Juillet-22	<ul style="list-style-type: none">▪ Levée des sanctions diplomatiques, économiques et financières de la CEDEAO
Août-22	<ul style="list-style-type: none">▪ Demande du retour des fonds de l'Etat placés dans les institutions financières
Octobre -22	<ul style="list-style-type: none">▪ Nomination des membres de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections



PARTIE II - ANALYSE DES ACTIVITES

II.1 Réseau

Rubriques	Réal 31/12/21	Réal 31/12/22	Variation Déc. 22 / Déc. 21	
			Brute	%
Nombre d'agences/bureaux	10	10	0	0,0%
Nombre de DAB/GAB	16	16	0	0,0%
Nombre de TPE	18	51	33	183,3%
Nombre de Cartes	8 717	11 912	3 195	36,7%
Nombre de E-Coris	869	1 606	737	84,8%

Entre 2021 et 2022, le réseau d'agences et le nombre de GAB sont restés constants respectivement à dix (10) et seize (16).

Le nombre de TPE installés auprès des différents clients est de 51 terminaux dont 33 mis en service courant 2022.

Le nombre de cartes en utilisation en fin 2022 est en hausse de 3 195 unités pour s'établir à 11 912 cartes contre 8 717 cartes en 2021.

Au 31 décembre 2022, un nombre total de 1 606 clients utilisent le service E-Coris contre 869 clients en 2021, soit 737 souscriptions supplémentaires.

II.2 Fonds de commerce

Rubriques	Réal 31/12/21	Réal 31/12/22	Variation Déc. 22 / Déc. 21	
			Brute	%
Nombre de clients	20 684	25 106	4 422	21,4%
Stock de compte d'épargne	15 147	17 663	2 516	16,6%

Le nombre de clients actifs a connu une évolution de 4 422 nouvelles relations par rapport à 2021 pour un total s'élevant à 25 106 clients représentant 89,1% de l'objectif budgétaire et 99,7% de l'atterrissage.



II.3 Opérations avec la Clientèle

II.3.1 Ressources Clientèle

Données en millions de FCFA

Rubriques	Réal 31/12/21	Réal 31/12/22	Variation Déc. 22 / Déc. 21	
			Brute	%
Dépôts à vue	79 027	97 902	18 875	23,9%
Dépôts à terme	77 388	48 605	-28 784	-37,2%
Epargne	8 763	11 655	2 893	33,0%
Dépôts de garantie	2 942	5 948	3 006	102,2%
Autres sommes dues	1 367	3 114	1 747	127,8%
Total dépôts	169 487	167 224	-2 263	-1,3%

Les ressources mobilisées auprès de la clientèle se chiffrent à 167,2 milliards de FCFA au terme de l'exercice 2022, après une décroissance de 2,3 milliards de FCFA par rapport à 2021.

II.3.2 Emplois Clientèle

Données en millions de FCFA

Rubriques	Réal 31/12/21	Réal 31/12/22	Variation Déc. 22 / Déc. 21	
			Brute	%
Crédits à court terme	60 297	116 180	55 883	92,7%
Crédits à moyen terme	49 403	46 735	-2 668	-5,4%
Crédits à long terme	23 350	15 991	-7 359	-31,5%
Créances en souffrance brutes	5 201	2 545	-2 657	-51,1%
Total crédits bruts	138 251	181 450	43 199	31,2%
Dépréciations	2 597	2 436	-161	-6,2%
Total crédits nets de provisions	135 654	179 014	43 360	32,0%
Taux de Prov.	49,9%	95,7%	45,8 Pts	
Taux de dégradation - brut	3,8%	1,4%	-2,4 Pts	
Taux de dégradation - net	1,9%	0,1%	-1,9 Pts	

Les crédits nets octroyés à la clientèle ont évolué de 43,4 milliards de FCFA en rythme annuel, porté par les emplois court terme qui ont continué leur progression. Ils s'établissent à 179,0 milliards de FCFA en au terme de l'exercice 2022 contre 135,7 milliards de FCFA un an plus tôt.



II.3.3 Engagements de Hors-Bilan

Données en millions de FCFA

Rubriques	Réal 31/12/21	Réal 31/12/22	Variation Déc. 22 / Déc. 21	
			Brute	%
Crédits documentaires	14 201	2 603	-11 599	-81,7%
Cautions	38 099	40 620	2 521	6,6%
Avals de traites	1 435	11 113	9 678	674,6%
Engagements HB douteux	287	83	-203	-70,9%
Total engagements hors-bilan	54 022	54 419	397	0,7%

L'encours des engagements de hors bilan est en croissance de 397 millions de FCFA, en passant de 54,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 à 54,4 milliards de FCFA en 2022.



II.4 Opérations de Trésorerie

II.4.1 Ressources de Trésorerie

Données en millions de FCFA

Rubriques	Réal 31/12/21	Réal 31/12/22	Variation Déc. 22 / Déc. 21	
			Brute	%
Banque comptes courants	966	964	-2	-0,2%
Dépôts à terme	801	11 093	10 292	1284,4%
Emprunts adjudication	88 034	110 042	22 008	25,0%
Emprunts à terme	34 619	53 537	18 918	54,6%
Autres sommes dues	11	11	0	0,0%
Total ressources de trésorerie	124 430	175 647	51 217	41,2%

Les ressources de trésorerie s'établissent à 175,6 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 contre 124,4 milliards de FCFA en fin décembre 2021.

II.4.2 Emplois de Trésorerie

Données en millions de FCFA

Rubriques	Réal 31/12/21	Réal 31/12/22	Variation Déc. 22 / Déc. 21	
			Brute	%
Valeurs en caisse	1 898	1 313	-585	-30,8%
BCEAO	40 216	29 482	-10 734	-26,7%
Banques comptes courants	2 637	1 078	-1 559	-59,1%
Dépôts & dépôts à terme	37	48	11	29,4%
Prêts interbancaires	2 000	0	-2 000	-100,0%
Titres de placement	126 847	141 131	14 284	11,3%
Total emplois de trésorerie	173 634	173 052	-582	-0,3%

Les emplois de trésorerie ressortent en décroissance de 582 millions de FCFA pour s'établir à 173,1 milliards de FCFA en 2022 contre 173,6 milliards de FCFA, il y a un an.



II.5 Résultat Net

Données en millions de FCFA

Rubriques	Réal 31/12/21	Réal 31/12/22	Variation Déc. 22 / Déc. 21	
			Brute	%
Produit net Bancaire	14 964	15 861	897	6,0%
Frais Généraux	8 148	8 863	715	8,8%
Résultat Brut d'Exploitation	6 816	6 998	182	2,7%
Coût Net du Risque	428	364	-64	-14,9%
Résultat d'Exploitation	6 388	6 634	246	3,8%
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	-1	3	3	-483,9%
Résultat avant Impôts	6 387	6 636	249	3,9%
Impôts sur les Sociétés	289	393	104	35,9%
Résultat Net	6 098	6 243	145	2,4%
Taux de marge nette (RN/PNB)	40,8%	39,4%	-1,4 Pts	-3,4%
Coefficient de rentabilité (ROE)	25,98%	23,2%	-2,8 Pts	-10,9%
Le taux de rentabilité des actifs (ROA)	1,88%	1,7%	-0,2 Pts	-12,1%

Le résultat d'exploitation est porté à 6,6 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 contre 6,4 milliards de FCFA il y a, après une croissance de 246 millions de FCFA liée à la maîtrise du CNR.

Le résultat avant impôt s'affiche à 6,6 milliards de FCFA contre 6,4 milliards de FCFA en fin 2021.

Après la prise en compte de l'impôt sur les sociétés, chiffré à 393 millions de FCFA, le résultat net au 31 décembre 2022 ressort bénéficiaire à 6,2 milliards de FCFA, en croissance de 104 millions de FCFA par rapport à celui obtenu à la même période de 2021.

Le taux de marge nette, qui mesure la rentabilité en rapportant le résultat net au produit net bancaire, s'est dégradé de 1,4 pdp d'une année à l'autre, pour se fixer à 39,4% au 31 décembre 2022 contre 40,8% un an plus tôt.

Le coefficient de rentabilité (ROE), qui est un indicateur du rendement des capitaux propres par rapport au résultat net, s'est déprécié de 2,8 pdp en ressortant à 23,2% en fin 2022 contre 26,0% en 2021.

Le taux de rentabilité des actifs (ROA) qui détermine le rapport entre le résultat net et le total des actifs, a régressé de 0,2 pdp pour atteindre 1,7% au terme de l'exercice 2022 contre 1,9% une année plus tôt.



PARTIE III - RATIOS PRUDENTIELS & RATIOS DE GESTION

III.1 Ratios Prudentiels

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter	Niveau observé 31-déc.-20	Niveau observé 31-déc.-21	Niveau observé 31-déc.-22	Situation de l'établissement
A. Normes de solvabilité					
Ratio de fonds propres CET 1 (%)	>= 7,500%	15,602%	14,972%	20,226%	CONFORME
Ratio de fonds propres de base T1 (%)	>= 8,500%	15,602%	14,972%	20,226%	CONFORME
Ratio de solvabilité total (%)	>= 11,250%	15,602%	14,972%	20,226%	CONFORME
B. Norme de division des risques					
Norme de division des risques	<= 35%	43,887%	34,980%	24,748%	CONFORME
C. Ratio de levier					
Ratio de levier	>= 3%	4,470%	4,921%	5,084%	CONFORME
D. Autres normes prudentielles					
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	<= 25%	0,157%	0,157%	0,157%	CONFORME
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement)	<= 15%	0,098%	0,096%	0,081%	CONFORME
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	<= 60%	0,098%	0,096%	0,081%	CONFORME
Limite sur les immobilisations hors exploitation	<= 15%	0,000%	7,235%	6,104%	CONFORME
Limite sur le total des immobilisations et des participations	<= 100%	32,800%	32,974%	27,588%	CONFORME
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	<= 20%	5,602%	12,309%	8,712%	CONFORME
Fonds propres effectifs (en millions de FCFA)		15 688	18 595	21 953	
Total Actifs Pondérés des Risques (en millions de FCFA)		100 549	124 201	108 538	

L'ensemble des ratios prudentiels édictés par la Banque Centrale est respecté par CBI Mali au 31 décembre 2022.



ANNEXES



Annexe 1 : Le Bilan ACTIF

BILAN				
destiné à la publication				
Etat :		Etablissement :		
20221231		D0181A		
Date d'arrêté		CIB LC		
<i>(en millions de FCFA)</i>				
POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS		
		31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	33 037	42 114	30 795
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ET ASSIMILEES	2 334	0	0
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	6 391	4 674	1 126
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	129 406	135 654	179 014
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	112 491	126 495	140 796
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	277	352	335
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0
8	AUTRES ACTIFS	12 023	8 662	19 586
9	COMPTES DE REGULARISATION	405	825	682
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	15	15	15
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0	0
12	PRETS SUBORDONNES	0	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	153	134	82
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 021	5 159	5 114
	TOTAL DE L'ACTIF	301 553	324 083	377 546



Annexe 2 : Le Bilan PASSIF

BILAN destiné à la publication				
Etat :		Etablissement :		
20221231		D0181A		
Date d'arrêté		CIB LC		
(en millions de FCFA)				
Poste	PASSIF	MONTANTS NETS		
		31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
1	BANQUES CENTRALES, CCP	0	0	0
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	151 833	124 430	175 647
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	121 574	169 487	167 224
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	0	0	0
5	AUTRES PASSIFS	6 649	3 269	2 550
6	COMPTES DE REGULARISATION	1 668	2 234	3 538
7	PROVISIONS	1 217	1 193	1 621
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0	0
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILES	18 612	23 469	26 966
10	CAPITAL SOUSCRIT	11 000	11 000	11 000
11	CAPITAL ET PRIMES LIEES	0	0	0
12	RESERVES	1 449	1 936	2 850
13	ECARTS DE REEVALUATION	0	0	0
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	0
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	2 916	4 436	6 872
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	3 248	6 098	6 243
	TOTAL DU PASSIF	301 553	324 083	377 546



Annexe 3 : Le Hors Bilan

HORS BILAN destiné à la publication				
Etat :		Etablissement :		
20211231		D0181A		
Date d'arrêté		CIB LC		
(en millions de FCFA)				
Poste	HORS BILAN	MONTANTS NETS		
		31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
	ENGAGEMENTS DONNES			
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4 599	14 201	2 603
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	45 921	39 820	51 816
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0	0
	ENGAGEMENTS RECUS			
7	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	0
8	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	100 683	81 213	116 937
9	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0	0



Annexe 4 : Le résultat net

COMPTE DE RESULTAT																																				
destiné à la publication																																				
Etat :		Etablissement :																																		
<table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 2px;">2</td><td style="padding: 2px;">0</td><td style="padding: 2px;">2</td><td style="padding: 2px;">1</td><td style="padding: 2px;">1</td><td style="padding: 2px;">2</td> <td style="padding: 2px;">3</td><td style="padding: 2px;">1</td> <td style="padding: 2px;">C</td><td style="padding: 2px;">F</td><td style="padding: 2px;">B</td><td style="padding: 2px;">0</td><td style="padding: 2px;">0</td><td style="padding: 2px;">1</td><td style="padding: 2px;">1</td> </tr> <tr> <td colspan="6" style="text-align: center; font-size: 8px;">Date d'arrêté</td> <td colspan="3" style="text-align: center; font-size: 8px;">CIB</td> <td colspan="6" style="text-align: center; font-size: 8px;">LC</td> </tr> </table>		2	0	2	1	1	2	3	1	C	F	B	0	0	1	1	Date d'arrêté						CIB			LC									(en millions de FCFA)	
2	0	2	1	1	2	3	1	C	F	B	0	0	1	1																						
Date d'arrêté						CIB			LC																											
Poste	CHARGES	MONTANTS NETS																																		
		31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022																																
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	13 691	16 743	19 711																																
	- Intérêts et produits sur les opérations de trésorerie et interbancaires	6 454	7 620	8 038																																
	- Intérêts et produits sur les opérations avec la clientèle	7 225	9 099	11 645																																
	- Intérêts et produits sur les opérations diverses	12	24	29																																
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	5 746	6 250	8 264																																
	- Intérêts et charges sur les opérations de trésorerie et interbancaires	3 602	2 847	4 135																																
	- Intérêts et charges sur les opérations avec la clientèle	2 144	3 403	4 128																																
	- Intérêts et charges sur les opérations diverses	0	0	0																																
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0	0																																
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	3 698	3 867	4 976																																
5	COMMISSIONS (CHARGES)	408	465	603																																
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	0	0	0																																
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-10	0	0																																
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	115	1 069	40																																
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	0	0	0																																
10	PRODUIT NET BANCAIRE	11 341	14 964	15 861																																
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0	0																																
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	6 524	7 639	8 335																																
13	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	423	509	528																																
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 394	6 816	6 998																																
15	COUT DU RISQUE	985	428	364																																
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	3 409	6 388	6 634																																
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	13	-1	3																																
18	RESULTAT AVANT IMPOT	3 422	6 387	6 636																																
19	IMPÔT SUR LES BENEFICES	174	289	393																																
20	RESULTAT NET	3 248	6 098	6 243																																